

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Périgueux, le 31/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Imerys Ceramics France SAS

Quartz de Dordogne
Boudeau
24800 Saint-Jean-De-Côle

Références : DiPa/UbD 24-47/068/2026
Code AIOT : 0005203250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement Imerys Ceramics France SAS implanté La Combe La Fon Pépy Forêt de Boudeau Jouvent Bois Viel Les Grandes Terres ... 24800 Saint-Jean-de-Côle. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel mis en place par la DREAL Nouvelle-Aquitaine relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Imerys Ceramics France SAS
- La Combe La Fon Pépy Forêt de Boudeau Jouvent Bois Viel Les Grandes Terres ... 24800 Saint-Jean-de-Côle
- Code AIOT : 0005203250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

IMERYS CERAMICS FRANCE exploite une carrière avec installations de traitement associées sur le site Quartz De Dordogne, communes de St-Jean-de-Côle et de St-Pierre-de-Côle. Ce site d'exploitation est actuellement autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2013354-0015 du 20/12/2013, à échéance le 10/12/2026, et son arrêté complémentaire (nouvelles prescriptions sur les bâtiments « tri optique » et crible-concasseur ») n° BE-2019-08-01 du 20 août 2019.

Ce site d'exploitation se trouve sur les territoires communaux de St-Jean-de-Côle et de St-Pierre-de-Côle, sur les coteaux sud-est de la vallée de la Côle.

La particularité de ce gisement porte sur la grande pureté des galets en silice, qui permet la production de matériaux industriels extra-siliceux alimentant la filière française et européenne du silicium électrométallurgique. En complément, les co-produits de type sables et granulats permettent l'alimentation du marché du BTP.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Les eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 8.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 8.5	Demande d'action corrective	2 mois
7	Plan de Gestion des Déchets d'Extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de production et durée	Arrêté Préfectoral du 10/02/2013, article Article 2.4	Sans objet
4	Bruits	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 10.1.6	Sans objet
5	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 13.3	Sans objet
6	Modification	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a d'abord consisté en une réunion afin d'examiner les suites données à la dernière inspection et se faire présenter les documents et justificatifs de suivi des installations exigés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Dans un deuxième temps, une visite de la zone d'extraction a été organisée, pour vérifier les activités exercées et les dispositifs mis en place pour satisfaire aux prescriptions susvisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de production et durée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/02/2013, article Article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de production et durée
Prescription contrôlée : La production annuelle maximale de matériaux à extraire est de 170 000 tonnes de galets siliceux et de 230 000 tonnes de sable et graviers, le tonnage moyen de 150 000 tonnes de galets siliceux et de 200 000 tonnes de sable et graviers. L'extraction des matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.
Constats : Le compte Gerek a été actualisé et les déclarations relatives aux années d'exploitation 2023 et 2024 ont été faites dans Gerek; les tonnages maximums ont été respectés au regard de ces déclarations. L'activité 2025 doit être déclarée dans Gerek avant le 31 mars 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Les eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 8.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle / analyses
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement, provenant de la route d'accès principale revêtue, seront évacuées de part et d'autre de la route. Les eaux de ruissellement, provenant de la route de liaison entre la zone et la zone Nord, seront collectées et stockées dans un bassin de décantation. Le trop-plein sera diffusée vers le vallon de la Fon Pépy. Les eaux de ruissellement doivent respecter les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• pH compris entre 5,5 et 8,5 ;• température < 30° C ;• matières en suspension totales (MEST) < à 35 mg/l;• demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) < à 125 mg/l ;• hydrocarbures < à 10 mg/L

Constats :
Les eaux de ruissellement sont drainées vers les bassins de décantation - régulation. Des analyses annuelles sont réalisées sur l'ensemble des paramètres indiqués à l'article 8.4.3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet les derniers résultats des analyses de la qualité des rejets d'eaux (2025). En cas de dépassement de la VLE en MES, l'exploitant cherche l'origine de cette teneur et établit une procédure. Ces éléments seront transmis dans les 2 mois à compter de la réception du rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 8.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle
Prescription contrôlée :
<p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • par la limitation de la vitesse de circulation des camions et engins à 30 km/h; • les véhicules doivent être conformes aux normes réglementaires de construction; • les chemins et voies d'accès doivent être régulièrement entretenus; • l'arrosage des pistes par déversement d'eau en période sèche. <p>Les opérations de décapage doivent être réalisées en dehors des périodes, simultanées, sèches et venteuses. Des mesures de contrôle doivent être réalisées en limite d'emprise de la carrière par la méthode normalisée des plaquettes de dépôt au rythme de 5 campagnes annuelles.</p>
Constats :
Des analyses sont réalisées 2 fois par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet les résultats du plan de surveillance (2025) et un plan d'action avec un échéancier en de non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 10.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit être menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.</p> <p>Dès sa mise en activité de la carrière puis au moins tous les 3 ans, l'exploitant fait réaliser une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dernières mesures ont été réalisées en septembre 2024.</p> <p>Le rapport Évaluation Environnementale Acoustique du BE APB ne présente pas de non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 13.3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet au Préfet un nouveau document attestant la constitution des garanties financières et conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les garanties financières sont à jour.</p> <p>Attestation valable jusqu'au 20/12/2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Modification

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 15</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification des conditions d'exploitation de la carrière, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déposé deux dossiers, au service environnement de la préfecture :</p> <ul style="list-style-type: none"> - démarche de cessation partielle d'activité, - une demande simplifiée de prolongation d'une durée de 2 ans, en attente du dépôt d'un dossier concernant un projet d'extension et de prolongation.

<p>Le dossier de porter à connaissance est déposé par l'exploitant au titre de l'article L.181-14 du code de l'environnement. L'inspection examinera le caractère substantiel ou non de ce projet de modification et proposera les suites à donner.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Plan de Gestion des Déchets d'Extraction

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Actualisation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>...Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Plan de Gestion des Déchets d'extraction n'a pas été actualisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit indiquer si il y a des stockages de plus 3 ans sur le site. Le nouveau Plan De Gestion des Déchets d'extraction sera transmis à l'inspection des installations 2 mois à compter de la réception du rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>